



Réservoir d'eau contenant 10 000 litres d'eau potable installé à Maribi dans la province de Leyte (décembre 2013). Anne Wright/Oxfam

# TYPHON HAIYAN

## Actions menées et principaux enseignements pour la reconstruction des Philippines

**Le typhon Haiyan n'a pas seulement tué des milliers de personnes et fait des millions de sans-abri. Il a frappé une région déjà très pauvre, enfonçant encore davantage des familles dans la pauvreté et les rendant d'autant plus vulnérables à la prochaine catastrophe.**

**Les États comme les particuliers ont fait preuve de réelle générosité. Malgré des difficultés certaines, l'aide commence à se déployer. Des lacunes importantes doivent néanmoins être comblées de toute urgence.**

**Tandis que le long processus de relèvement s'amorce, les autorités philippines et la communauté internationale doivent redoubler d'efforts pour lutter contre la pauvreté et limiter le risque croissant de catastrophes climatiques auxquelles les Philippines et d'autres pays pourraient être confrontés.**

# 1 INTRODUCTION

Le 8 novembre 2013, Haiyan (appelé localement « Yolanda ») est devenu le typhon le plus puissant jamais enregistré. Il s'est accompagné d'une onde de tempête qui s'est abattue sur les localités du littoral et sur les terres agricoles et ce à travers une grande partie de la région centrale des Philippines.

Une préparation adéquate et les systèmes d'alerte précoce ont permis de sauver de nombreuses vies. Des milliers de personnes ont cependant péri et des millions d'autres sont en attente d'aide. Les autorités locales et les équipes humanitaires ont elles-mêmes été initialement ébranlées, les marais d'eau saumâtre et les amas de débris ayant créé un véritable cauchemar logistique pour les survivants et ceux cherchant à leur venir en aide.

Malgré ces obstacles de taille, le soutien massif apporté a permis d'aider des millions de personnes à survivre et à se relever. Un déploiement rapide dans les communautés est toutefois requis, et ce notamment dans les zones reculées où l'aide officielle a tardé à arriver.

Les conséquences du typhon Haiyan sont pour autant bien plus profondes que les destructions initiales. Il a également plongé des millions de personnes en situation de pauvreté dans le dénuement total et l'endettement, les rendant encore plus vulnérables à la prochaine catastrophe.

Un mois plus tard, l'aide nationale et internationale doit se poursuivre pour aider les familles à survivre au jour le jour et pour rebâtir des communautés plus résilientes à l'avenir, le monde s'appêtant à devoir faire face à un nombre croissant de catastrophes climatiques extrêmes.

Le présent document met le monde au défi de se souvenir des Philippines bien après que les caméras de télévision se seront retirées. Il offre un aperçu des difficultés et des réussites qu'a rencontrées l'aide humanitaire initialement. Plus important encore, il dresse un état des lieux des défis que doivent relever les Philippines et la communauté internationale : combler les lacunes en matière de réponse immédiate, gérer sur le long terme la reconstruction suite au typhon Haiyan et se préparer et affronter les prochaines catastrophes (dues en partie au changement climatique) qui frapperont les communautés vulnérables dans de nombreux pays à l'avenir.

*Nous pensions qu'il s'agissait d'un typhon « normal » pendant lequel il suffit de dormir, de rester à la maison et de manger. Mais pas cette fois.*

Thelma, survivante ayant trouvé refuge dans l'école élémentaire de Panalaron, novembre 2013

*Je participe à la distribution de kits d'hygiène et d'eau. J'ai moi aussi reçu un kit d'hygiène. Je n'ai pas pu retenir mes larmes lorsque je l'ai ouvert. Il y avait tant de choses à l'intérieur, tant de choses dont on a tous besoin. J'ai partagé certains articles avec une femme d'un autre barangay. Je l'ai fait avec plaisir car elle en avait plus besoin que moi.*

Vergie Ochia, île de Bantayan, novembre 2013

## Encadré 1 : L'intervention d'Oxfam en bref

- Au 2 décembre, près de 250 000 hommes, femmes et enfants ont bénéficié d'une aide, avec le rétablissement de l'approvisionnement en eau, la fourniture d'eau potable, de systèmes d'assainissements et d'autres articles (comme des kits d'hygiène), le relèvement de l'agriculture et d'autres moyens de subsistance, et une aide alimentaire ;
- Programmes en cours pour aider quelque 500 000 personnes dans les Visayas centrales et orientales dans les quatre mois.

**MapAction OCHA**  
**Philippines:**  
**Typhoon Yolanda -**  
**Severity Ranking**  
**(as at 30 Nov 2013)**

Severity score was generated from a multivariate formula incorporating physical factors (est storm surge, proximity to storm path, etc) reported affected population stats and baseline vulnerability indicators. Data originally compiled by Miguel Antonio Garcia from the Barcelona Graduate School of Economics and then geo-referenced by UN-OCHA, MSF-UK, and WFP.

**Ranked Severity**

- Most severe municipalities
- Least severe municipalities
- Not ranked
- OSOCC
- Sub OSOCC
- Logistics
- Storm track

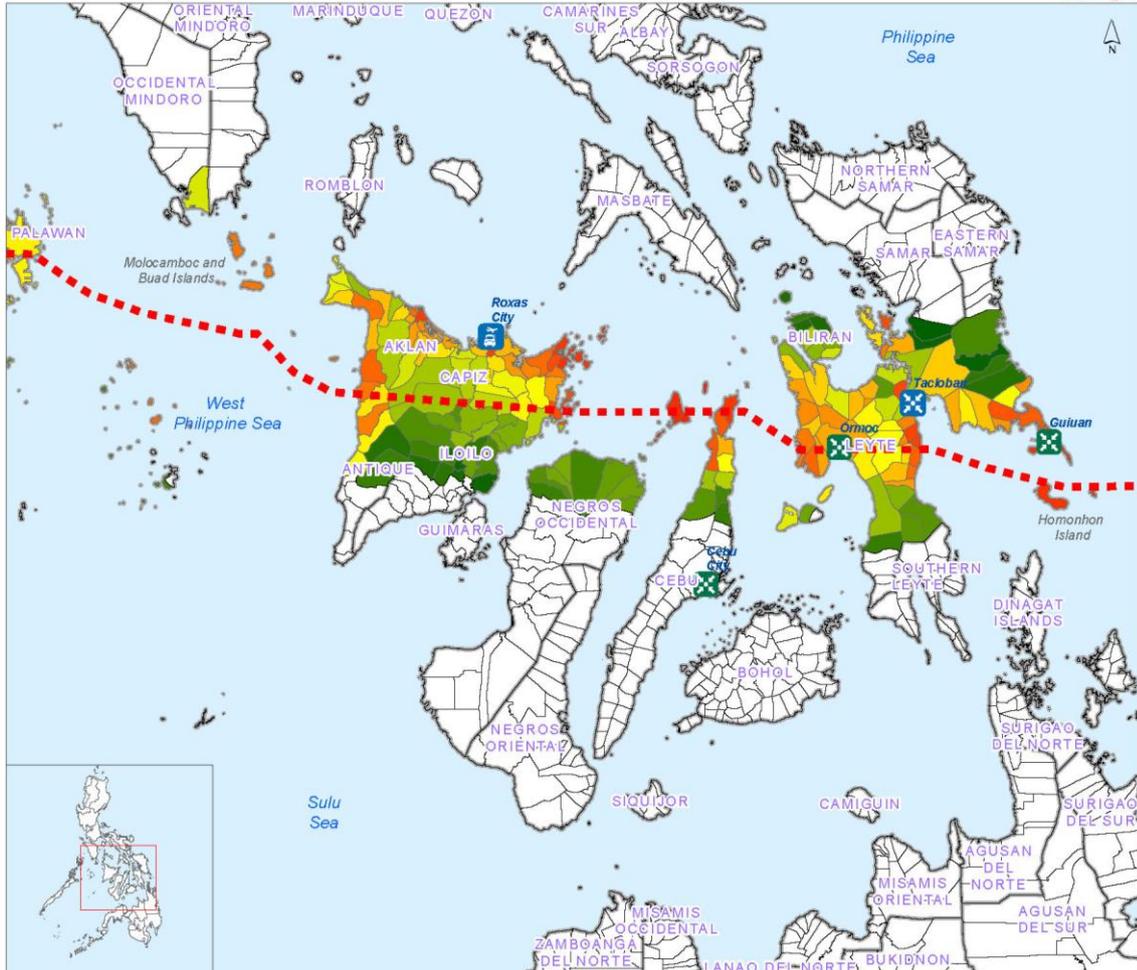
0 20 40 60 80 100  
kilometres

**Data sources**  
Severity scores: see above  
Boundaries: GADM

**Created** 02 Dec 2013 / 12:00 UTC+08:00  
**Map Document** MA1001\_SeverityRanking  
**Projection / Datum** WGS 1984 UTM Zone 51N  
**Grid Number** TC-2013-000139-PHL

**The depiction and use of boundaries, names and associated data shown**

**Produced by** MapAction **Supported by** UKaid  
www.mapaction.org



## 2 PROGRÈS ET LACUNES DANS L'INTERVENTION

Alors que le typhon Haiyan approchait des Philippines, environ 800 000 personnes ont été évacuées et les équipements et le personnel d'intervention d'urgence ont été déployés rapidement. La réactivité des autorités, des agences d'aide et des acteurs locaux a permis de sauver de nombreuses vies et de faciliter l'aide qui a suivi.

Néanmoins, plus de 5 600 personnes ont trouvé la mort, plus de 1 700 sont portées disparues, sans parler de la destruction massive des habitations et des infrastructures. Haiyan est le typhon le plus puissant jamais enregistré à toucher les terres, avec des vents atteignant les 315 km/h. L'onde de tempête qui l'a accompagné a projeté des vagues de cinq mètres de haut sur les localités du littoral, tuant de nombreuses personnes pensant être en sécurité<sup>1</sup>. Ce phénomène a été mal compris par de nombreuses personnes, et la menace que représentait l'onde n'avait pas été clairement communiquée par les autorités.

Une aide nationale et internationale de grande ampleur est intervenue en soutien de l'aide locale, qui a été immédiate. L'État philippin s'est montré proactif dans la supervision et la coordination d'une intervention complexe et ambitieuse, grâce notamment à l'aide efficace et généreuse de la communauté internationale. Cette dernière a fait preuve d'une bien meilleure coordination, suite aux différentes réformes humanitaires initiées dix ans plus tôt pour remédier à la lenteur des interventions au Darfour et ailleurs.

Avec une catastrophe de cette ampleur, aucune intervention humanitaire n'est parfaite, et ce typhon ne fait pas exception. De gigantesques défis logistiques ont souvent freiné et retardé l'aide, cependant, au 1er décembre<sup>2</sup> :

- Quelque trois millions de personnes avaient bénéficié d'une aide alimentaire (riz, biscuits énergétiques et denrées alimentaires d'urgence) ;
- Des bâches en toile ou des tentes ont été distribuées à plus de 35 000 foyers (notamment dans les provinces de Leyte et du Samar oriental). Des actions sont en cours pour aider 478 000 foyers supplémentaires ;
- Environ 80 % des personnes résidant toujours dans la ville de Tacloban ont accès à de l'eau potable et environ 60 000 kits d'hygiène ont été distribués.

Cette aide et d'autres actions (santé, services de protection des enfants, transferts d'espèces) ont permis aux familles de survivre, d'empêcher la propagation de maladies et d'accompagner les efforts des victimes pour reconstruire leurs vies. Ces réussites sont remarquables au vu de la force du typhon Haiyan et des défis logistiques qu'il a engendrés.

*Nous avons essuyé de nombreuses tempêtes ici. Nous ne nous attendions pas à ce que celle-ci s'accompagne d'un « tsunami ». Nous sommes habitués au vent et aux pluies. Mais pas à la mer qui dévore nos terres.*

Mère de deux enfants dans une communauté de pêcheurs, novembre 2013

# LES PRÉOCCUPATIONS IMMÉDIATES

Malgré toutes ces actions, des millions de personnes n'ont encore reçu aucune aide officielle (ou très peu). Des efforts supplémentaires sont requis afin de s'assurer que toutes les familles touchées bénéficient d'une aide suffisante et de soutenir les communautés dévastées dans la reconstruction de leurs habitations, des infrastructures et de leurs moyens de subsistance dans l'optique de mieux les préparer à la prochaine catastrophe.

## Les besoins prioritaires

### Encadré 2 : Typhon Haiyan, les chiffres en bref (3 décembre 2013)<sup>3</sup>

- Environ 15 millions de personnes affectées ;
- Au moins 5 600 morts et plus de 26 200 blessés ;
- Plus de quatre millions de personnes toujours déplacées ;
- 1,2 millions d'habitations endommagées ou détruites ;
- 348 millions de dollars requis par le plan d'action de six mois défini par les Nations unies suite au typhon Haiyan.

Près de trois millions d'hommes, de femmes et d'enfants dépendent encore d'une forme d'**aide alimentaire**. D'après une étude Oxfam menée dans la province de Leyte (nord-ouest) fin novembre, les communautés vivant dans certaines zones rurales isolées dépendent exclusivement de l'aide alimentaire qu'elles reçoivent pour survivre. La distribution de l'aide alimentaire dans ces zones revêt un caractère vital, elle doit cependant être effectuée de façon coordonnée afin de ne nuire ni aux marchés, ni à la production alimentaire locale. Dans les zones où les marchés sont opérationnels, notamment dans les centres-villes, une aide en espèces permet aux familles d'acheter de la nourriture et aux commerçants locaux de relancer leur activité

D'après une évaluation menée par les Nations unies dans neuf municipalités de la province de Leyte fin novembre, « *les denrées alimentaires sont efficacement distribuées dans certaines [zones], contrairement à d'autres où la distribution est inégale [...] les communautés les plus reculées ne sont pas bien informées ou doivent se déplacer pour récupérer ce qui n'a pas encore été distribué<sup>4</sup>* ».

Plus de 579 000 habitations ont été complètement détruites, faisant plus de **quatre millions de sans-abri**. Certaines personnes sont revenues pour reconstruire des abris temporaires, tandis que d'autres continuent de délaisser les zones les plus touchées. Pour beaucoup, l'**absence de matériaux de construction** à des prix **abordables** retarde leur retour, le prix des matériaux de construction ayant doublé dans certaines zones. D'après l'évaluation menée par Oxfam dans la province de Leyte (nord-ouest), la distribution de kits d'hébergement d'urgence a permis de répondre à moins de 10 % des besoins totaux dans la plupart des municipalités étudiées.

Il est essentiel de **restaurer les moyens de subsistance** au plus tôt afin de lutter à la fois contre l'endettement et le dénuement, et pour stimuler le relèvement. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le typhon a affecté jusqu'à un million d'agriculteurs et de pêcheurs.

Une solution d'urgence doit être trouvée pour les dizaines de milliers de producteurs de riz en situation de pauvreté qui doivent remplacer à temps les semences et les outils perdus, ainsi que les systèmes d'irrigation et de stockage endommagés, afin de pouvoir planter courant décembre et début janvier. Cela est indispensable afin d'assurer une récolte de riz productive en mars et en avril 2014.

Il convient également de cibler en priorité les communautés de pêcheurs qui ont indiqué avoir perdu en moyenne les deux tiers de leur matériel, ainsi que les 2,8 millions de personnes employées dans des métiers de service aujourd'hui disparus et souvent assurés par des femmes. En effet, bien que les femmes ne bénéficient pas d'un accès égal aux terres et aux autres ressources, ni d'une participation égale dans la main-d'œuvre rurale, elles ont de nombreuses compétences (haut niveau d'instruction, présence importante dans les échanges commerciaux et dans les petites et moyennes entreprises) qu'il convient d'exploiter dans toute action de relance équitable et efficace.

La restauration continue des **systèmes d'approvisionnement en eau potable** et de l'accès à des systèmes d'assainissement salubres sont indispensables pour limiter les risques de maladies. De façon générale, les **systèmes d'assainissement** dans les centres d'évacuation surpeuplés ne suffisent plus. Vingt-deux centres d'évacuation de Tacloban ont signalé une gestion des déchets et un drainage défectueux après deux semaines, ainsi que des insuffisances en matière de fourniture d'électricité. D'après l'étude d'Oxfam menée dans la province de Leyte, les eaux contaminées, des systèmes d'approvisionnement endommagés et des réseaux d'assainissement insuffisants ont entraîné un pic de diarrhées aiguës.

Les équipes médicales étrangères spécialisées dans les traumatismes commencent à se retirer alors que les centres de santé existants sont surchargés. Des **lacunes dans les soins de santé** sont ainsi inévitables (notamment pour traiter les lésions, les infections respiratoires aiguës et les maladies chroniques comme le diabète), sauf si l'État accélère le déploiement de tels services.

L'ampleur des **variations dans les niveaux d'assistance** d'un site à l'autre constitue un autre défi de taille. Une grande partie de l'aide a été réservée aux personnes enregistrées dans les centres d'évacuation (l'enregistrement correspondant aux listes officielles d'électeurs), au détriment des familles déplacées qui n'y figurent pas. Les opérations d'aide ont commencé dans les zones urbaines, puis se sont étendues lentement dans les districts voisins et au-delà, mais le nombre limité de poids lourds et d'entrepôts dans les centres tels que Tacloban a retardé les distributions.

En raison du manque d'équipements pour évacuer les débris, de nombreuses communautés rurales restent inaccessibles et ont bénéficié de peu d'aide. De nombreux villages du Samar oriental par exemple, notamment des communautés indigènes vulnérables, n'ont reçu aucune aide extérieure durant les trois premières semaines. Les communautés rurales isolées se sont appuyées sur des actions caritatives locales, notamment sur des dons de bienfaiteurs particuliers, des entreprises et des églises.

Le déplacement de masse effectué dans la promiscuité a également augmenté

*Le maire a organisé une réunion d'urgence et a ordonné à tous les responsables et à tous les agents de santé d'évacuer la communauté vers l'hôtel de ville, l'école, l'église ou d'autres lieux du barangay. Ces sites ont vite été bondés. Étant donné qu'il restait de nombreuses personnes à évacuer, nous avons dû chercher d'autres lieux d'accueil.*

Vergie Ochia, île de Bantayan, novembre 2013

**les risques de sécurité et le bien-être des groupes particulièrement vulnérables, comme les femmes et les enfants.** D'après ce qui a été observé lors des précédentes catastrophes aux Philippines (et ailleurs), les taux de violences sexospécifiques, d'exploitation et d'abus sexuels et de trafic sont susceptibles d'augmenter. Le manque de femmes agents de police, la rareté des espaces réservés aux femmes dans les centres d'évacuation et les perturbations dans les services de santé maternelle et reproductive ont d'autant plus compliqué la réduction des risques pour les groupes vulnérables.

## LES RÉALISATIONS À CE JOUR

Nous venons de détailler les besoins prioritaires faisant suite au typhon Haiyan. Le reste de cette section se concentre sur les réalisations des différents acteurs depuis le 8 novembre, en commençant par les autorités philippines.

### Autorités locales et nationales

Le Conseil national de gestion des risques et catastrophes (CNGRC) constitue l'épine dorsale de la gestion des catastrophes aux Philippines, opérant du niveau national jusqu'aux municipalités. Ce Conseil comprend des représentants des ministères, des forces armées, des services d'urgence et de la société civile. Il est constitué de quatre ministres en charge des différents aspects du cycle de gestion des catastrophes : préparation, réponse, prévention et atténuation, et, enfin, réhabilitation et relèvement.

Lorsque le typhon Haiyan a frappé le pays, plusieurs ministres ont été dépêchés pour superviser l'aide ou le déroulement des interventions. Un groupe de travail a commencé à rédiger un plan d'action dédié à l'aide d'urgence, à la réhabilitation et à la reconstruction. Malgré ce déploiement d'énergie louable, aucun leader n'a véritablement pris les rênes des opérations initialement. À cet égard, la nomination le 2 décembre de l'ex-sénateur Panfilo Lacson à la supervision des opérations de réhabilitation et de reconstruction a été une étape importante.

Au départ, les autorités locales ont été tout bonnement dépassées par les événements. Au début de l'intervention, plusieurs responsables des alentours ont expliqué que les retards dans l'aide fournie à leurs communautés étaient dus aux autorités municipales qui privilégiaient d'autres districts pour des raisons politiques. Il faut lutter contre ce type de perception en accélérant le déploiement de l'aide dans toutes les régions, tout en publiant, par exemple, les dates de distribution sur des sites Web ou sur les panneaux d'affichage publics pour plus de transparence.

### Aide internationale

Tous les États membres de l'ANASE, y compris le Cambodge, la RDP lao et le Myanmar, ont répondu à l'urgence humanitaire. Au-delà de la région Asie du Sud-Est, la communauté internationale a répondu rapidement et généreusement au typhon Haiyan, et ce notamment comparé aux nombreuses autres crises humanitaires qui peinent à attirer l'attention internationale. Pendant les trois premières semaines de l'intervention, 391 millions de dollars d'aide humanitaire ont été collectés, les plus grands contributeurs étant le Royaume-Uni, les États-Unis, le Japon, l'Australie, le Canada, la Suède, les Émirats arabes unis, les Pays-Bas et l'Arabie saoudite<sup>6</sup>.

*Si les bailleurs de fonds internationaux ont répondu rapidement à la catastrophe aux Philippines, c'est le déploiement d'une aide humanitaire suffisante ici et ailleurs qui constituera le vrai test moral alors que 2013 touche à sa fin.*

Mark Goldring, Directeur général d'Oxfam GB, novembre 2013<sup>5</sup>

D'après l'analyse initiale d'Oxfam, de nombreux pays ont contribué bien davantage que leur juste part du total (au vu de leur revenu national brut), pas seulement les grands bailleurs de fonds bilatéraux comme le Royaume-Uni, l'Australie, la Suède, la Norvège et les Pays-Bas, mais également des pays comme le Danemark, la Nouvelle-Zélande et le Luxembourg.<sup>7</sup> Au-delà des bailleurs « traditionnels », on a également constaté des sommes importantes en provenance des pays du Golfe persique et d'organisations multilatérales comme la Banque asiatique de développement et la Commission européenne, ainsi que de la part de nombreux particuliers dans le monde entier.

Peu avant un nouvel appel des Nations unies le 9 décembre, la générosité des bailleurs de fonds et des autres contributeurs ne doit pas fléchir tant qu'il y aura des personnes qui en ont besoin aux Philippines. Cette aide doit être fournie en complément (et non à la place) d'un financement adéquat des autres crises humanitaires, comme celles en Syrie et en République démocratique du Congo. Il convient de préciser que l'attention internationale s'est focalisée uniquement sur certaines catastrophes aux Philippines. Ainsi, l'appel des Nations unies en réponse à une autre catastrophe (le séisme sur l'île de Bohol) n'est financé qu'à 21 % après près de deux mois<sup>8</sup>.

## Agences des Nations unies

Les Nations unies ont classé l'intervention qui a fait suite au typhon Haiyan au niveau L3, soit à l'échelon le plus haut. Une équipe d'intervention d'urgence des Nations unies s'est rendue à Tacloban dans les 12 heures après le passage de Haiyan. L'intervention a su tirer parti de l'expérience du personnel des Nations unies déployé pour coordonner les différents secteurs de l'aide (ou « clusters »). Les clusters pour le programme « Eau, assainissement et hygiène » (WASH) et la protection (notamment la protection des enfants) figurent parmi les plus performants, avec un leadership efficace et du personnel expérimenté. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a également fait preuve de souplesse et d'efficacité. Certaines agences des Nations unies ont toutefois peiné à obtenir une mobilisation rapide et à surmonter les défis logistiques comme la mise à disposition de véhicules. La situation s'est grandement améliorée après deux semaines.

## ONG locales, nationales et internationales

De nombreuses ONG, y compris des organisations de femmes et des groupes communautaires locaux, ont été en première ligne de l'intervention. Les groupes de bénévoles et les organisations caritatives locales ont permis aux familles pauvres de survivre dans les jours qui ont suivi le typhon.

Avec les aéroports, les ports maritimes, les routes et les ponts devenus inutilisables, de nombreuses organisations humanitaires (dont Oxfam) ont tout d'abord rencontré des difficultés pour proposer rapidement une aide d'envergure. La mise à disposition d'un nombre suffisant de véhicules a représenté un défi de taille, même si quelques organisations internationales (comme ACTED et l'Organisation internationale pour les migrations) ont pu obtenir des voitures et les prêter à d'autres. Le Fonds américain Fuel for Relief a apporté une contribution importante : il est arrivé à Tacloban avec l'équivalent de 100 000 dollars de carburant et a approvisionné gratuitement toute organisation impliquée dans les opérations d'aide.

Malgré les obstacles ci-dessus, Oxfam elle-même est venue en aide à quelque 250 000 personnes et aspire à doubler ce chiffre dans les quatre mois (voir Encadré 1) suivants. Oxfam prévoit de communiquer sur les enseignements tirés des difficultés rencontrées et encourage les autres acteurs à en faire de même.

Il est essentiel que toutes les agences internationales (ONG et Nations unies) travaillent étroitement avec les autorités philippines et les groupes de la société civile pour s'assurer que leurs activités contribuent à un relèvement durable et pour renforcer leurs capacités sur le long terme. Oxfam a par exemple participé à la restauration des systèmes d'approvisionnement en eau à Tacloban desservant 80 000 personnes en collaboration avec le service métropolitain des eaux de Leyte et une ONG philippines avec laquelle Oxfam travaillait avant la catastrophe.

## Secteur privé

Des petites entreprises aux multinationales, le secteur privé a joué un rôle important dans la réponse apportée à la catastrophe, en recueillant des fonds, en proposant des services de soutien et en fournissant une aide. Les entreprises du pays ont contribué à hauteur de plus de 45 millions de dollars en financement, biens et personnel<sup>9</sup>. Les entreprises étrangères ont apporté d'autres fonds et apports en nature, ainsi qu'une aide innovante comme deux drones de surveillance (développés par la société danoise Danoffice IT) dotés de fonctions photo, vidéo et d'imagerie thermique, pouvant survoler les rues bloquées par les débris.

Le secteur privé peut désormais renforcer son rôle positif en participant aux efforts de reconstruction au service d'un relèvement économique équitable.

### 3 RECONSTRUIRE DES COMMUNAUTÉS PLUS SÛRES

Les Philippines est l'un des pays qui essuie le plus de catastrophes au monde, avec en moyenne 20 typhons par an.

Les autorités philippines ont considérablement investi dans la prévention des risques de catastrophe naturelle et l'adaptation au changement climatique. Le budget central consacré à la prévention des risques de catastrophe naturelle s'est élevé à 624 millions de dollars en 2011 (soit 2 % du budget national et 0,28 % du PIB), tandis qu'au moins 5 % des recettes des autorités locales sont mis de côté pour alimenter le fonds local de gestion des risques de catastrophe naturelle<sup>11</sup>.

L'État a adopté une loi sur le changement climatique (2009) et une autre sur la gestion des risques de catastrophes naturelles au niveau national (2010). La prévention des risques de catastrophe naturelle et l'adaptation au changement climatique sont également des préoccupations transversales pour les politiques économiques, le développement social et l'environnement dans le plan de développement des Philippines (2011–2016). D'après une étude de l'Overseas Development Institute (menée avant le typhon Haiyan), le pays est bien armé pour s'adapter au changement climatique et aurait une capacité d'adaptation et de gestion des risques de catastrophes naturelles supérieure à la moyenne, avec de bonnes chances de limiter les impacts des catastrophes sur le long terme, aujourd'hui comme à l'avenir<sup>12</sup>.

Les efforts des autorités philippines, notamment les systèmes d'alerte précoce qui ont permis de déclencher les évacuations de masse, ont contribué à sauver de nombreuses vies et à limiter les pertes dues au typhon Haiyan. Les 500 maisons de l'île submersible de Tulang Diyot ont, par exemple, toutes été détruites par le typhon et l'onde de tempête. Mais grâce à une évacuation rapide de l'île, l'ensemble des résidents a survécu. De telles actions ont permis d'alléger le bilan humain par rapport à ce qu'il aurait pu être au vu de la force du typhon Haiyan. Dans l'ensemble, le nombre de victimes, bien qu'effroyable, est inférieur à ce que l'ampleur des destructions aurait pu suggérer.

Les investissements réalisés en matière de prévention des risques de catastrophes naturelles ont fait la différence et doivent désormais être intensifiés avec une vigueur renouvelée aux Philippines et partout ailleurs dans le monde. Les leçons tirées des Philippines (notamment l'intérêt de systèmes d'évacuation et d'alerte précoce efficaces) doivent être complétées par les enseignements tirés dans les autres pays, comme la pertinence des abris anticycloniques au Bangladesh.

Mais étant donné les risques considérables auxquels le pays est confronté, des investissements exceptionnels devront être réalisés en matière de prévention des risques de catastrophe naturelle et d'adaptation au changement climatique dans les prochaines décennies. Le financement des bailleurs de fonds dédié à la prévention des risques de catastrophe naturelle fait des Philippines le quatrième plus important bénéficiaire de ce type d'aide au monde. Au cours des 20 dernières années, cela représente toutefois seulement 10,78 dollars par habitant. Sous cet angle, le pays arrive au 32<sup>e</sup> rang mondial, et non au 4<sup>e</sup>.<sup>13</sup>

*Reconstruire les vies et les communautés telles qu'elles étaient avant la catastrophe ne suffira pas ; nous devons reconstruire les communautés en veillant à ne pas recréer les mêmes risques. Nous devons nous assurer que la reconstruction des habitations et des infrastructures s'effectuent sur un terrain plus sûr en suivant des normes de construction fiables.*

Sénateur Loren Legarda, spécialiste de la prévention des risques de catastrophe naturelle et auteur de la loi sur la gestion et la réduction des risques et catastrophes aux Philippines<sup>10</sup>

Pour résumer, les bailleurs internationaux ont donné aux Philippines une aide trop timorée en matière de prévention des risques de catastrophe naturelle au vu des risques et du nombre de personnes susceptibles d'y être exposées. Les investissements internationaux dans la prévention des risques de catastrophe naturelle aux Philippines doivent être considérablement renforcés, en mettant l'accent sur la lutte contre la pauvreté. Cette dernière exacerbe en effet la vulnérabilité de nombreuses personnes.

## PAUVRETÉ ET INÉGALITÉ

La prévention des risques de catastrophe naturelle à elle seule ne suffira pas. La région des Visayas orientales, particulièrement touchée, comptait déjà parmi les plus pauvres des Philippines, avec ses infrastructures médiocres et des secteurs à la peine, comme l'agriculture et la pêche. À Tacloban, un tiers des maisons seulement étaient construites avec des murs en bois. Environ deux millions de personnes gagnaient moins de 2 dollars par jour<sup>14</sup>, avec de nombreuses femmes rurales parmi les plus pauvres, et ce malgré la réduction record des inégalités entre les hommes et les femmes par les Philippines, devançant dans ce domaine tous les autres pays d'Asie<sup>15</sup>.

Cette pauvreté touchait surtout les zones rurales, même si un nombre croissant de personnes pauvres vivaient également en ville. Les plus mal loties étaient les communautés d'agriculteurs (dont 46 % sont considérés comme pauvres) et de pêcheurs (45 %)<sup>16</sup>, la pauvreté étant étroitement liée au manque d'accès aux terres. Parmi les 16 300 producteurs de noix de coco du Samar oriental, plus de la moitié ne bénéficiaient pas d'un accès sécurisé aux terres. L'État philippin a mis sur pied des programmes pour distribuer des terres aux agriculteurs en situation de pauvreté, mais les taux de distribution dans la région des Visayas orientales sont les plus faibles du pays et les perspectives restent particulièrement sombres pour les producteurs de noix de coco<sup>17</sup>.

Les causes de la pauvreté parmi les agriculteurs et les pêcheurs sont les suivantes : les faibles prix fixés par les grands négociants pour les producteurs, des lois mal appliquées (comme celles interdisant aux sociétés de pêcher dans les eaux municipales réservées aux petits pêcheurs), la dégradation de l'environnement (telle la disparition de la mangrove qui sert d'écosystème pour la vie marine et de défense contre les marées et les ondes de tempêtes), ainsi que des infrastructures insuffisantes en milieu rural.

Malgré l'augmentation de la demande internationale en noix de coco, les recettes ne se sont pas répercutées sur les producteurs de noix de coco en situation de pauvreté, car ils n'ont pas les moyens de transformer ou de valoriser le produit brut. Les négociants en riz fixent souvent des prix dérisoires pour les petits producteurs, tout en leur accordant des prêts à des taux d'intérêt élevés.

Les personnes occupant des métiers dans le secteur des services (souvent des femmes) sont souvent contraintes d'accepter de faibles revenus à cause de conditions d'emploi informelles offrant peu de protection et d'avantages. Ainsi, du fait des inégalités de genre dans l'accès aux terres et à d'autres ressources, ainsi que dans la participation à la main-d'œuvre, les femmes en milieu rural sont parmi les plus pauvres dans les Visayas orientales.

*Ce dont j'ai besoin à présent, c'est de gagner un peu d'argent pour pouvoir acheter de la nourriture, payer pour l'éducation de mes enfants et commencer à reconstruire ma maison... Je ne sais pas combien de temps il nous faudra pour retrouver une vie normale, peut-être deux ans. Mes revenus habituels sont très bas, alors cela prendra beaucoup de temps pour nous relever peu à peu.*

Victor Villarmel, Silion, île de Bantayan, novembre 2013

## ROMPRE LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ ET DES CATASTROPHES

Si le typhon Haiyan était exceptionnel, le cercle vicieux de la pauvreté et des catastrophes ne l'est pas. Les études menées suite à la tempête tropicale Ondoy et au typhon Pepeng qui ont frappé les Philippines en 2009 ont révélé des conséquences disproportionnées sur les personnes pauvres, avec une aggravation de la pauvreté<sup>18</sup>.

Tout plan de reconstruction faisant suite au typhon Haiyan doit contribuer à rompre ce cercle vicieux en diversifiant les moyens de subsistance, en sécurisant la propriété foncière, en relocalisant les personnes vivant dans des zones à haut risque, et, enfin, en veillant à ce que les institutions et les services locaux soient mieux armés pour faire face aux catastrophes. Les ressources allouées à la reconstruction (qu'elles soient d'origine nationale ou proviennent de l'aide internationale) doivent cibler en priorité les communautés pauvres qui en ont le plus besoin, plutôt que des zones ou des groupes sociaux susceptibles d'avoir une plus grande influence politique ou économique. Cela exige une réelle transparence quant à la façon dont les fonds affectés à la reconstruction sont dépensés et la manière dont les marchés sont attribués pour les projets pertinents, et ce notamment pour les grands travaux de réparation des infrastructures qui seront nécessaires. Une participation active des organes de surveillance indépendants (média et société civile) sera également requise afin de s'assurer que cela se concrétise.

## UN AVERTISSEMENT POUR LA PLANÈTE

Les risques de catastrophes naturelles se multiplient, notamment du fait du changement climatique. Tout en reconnaissant toute la difficulté de la modélisation des typhons, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a suggéré que, même si le nombre de cyclones tropicaux ne devrait pas augmenter, le changement climatique était susceptible d'intensifier la force des typhons dans la région<sup>19</sup>. Nous savons cependant avec plus de certitude que l'élévation prévue du niveau de la mer va aggraver les effets de toute onde de tempête<sup>20</sup>. Aux Philippines, ce phénomène a sans doute considérablement amplifié la hauteur déjà mortelle de l'onde de tempête du typhon Haiyan<sup>21</sup>. La catastrophe du 8 novembre correspond à un schéma de risques croissants de phénomènes météorologiques extrêmes.

Parallèlement, de plus en plus de personnes sont exposées aux dangers que représentent les typhons du fait de la croissance démographique et des migrations, lorsqu'elles celles-ci s'accompagnent d'un manque de planification et de développement. De fait, beaucoup plus de personnes pauvres ont été contraintes de vivre dans des zones vulnérables, notamment dans les villes où le risque de catastrophe augmente en raison de la forte densité de population, d'un urbanisme inadapté et d'infrastructures médiocres.

Le taux de croissance démographique annuel des Philippines, par exemple, est de 1,9 %, soit l'un des plus élevés d'Asie<sup>22</sup>. 49 % de la population vit en ville, et ce chiffre devrait passer à 65 % d'ici 2030.<sup>23</sup> La population de Tacloban a presque triplé pour passer de 76 000 à 221 000 habitants en une quarantaine d'années.

Au final, tous les efforts d'un pays pour s'adapter au changement climatique et pour déployer des mesures de prévention des risques de catastrophe naturelle peuvent ne pas suffire pour atténuer les destructions causées par des phénomènes météorologiques extrêmes. C'est pourquoi le récent Sommet sur le climat des Nations unies qui s'est tenu à Varsovie (COP19) a annoncé la création d'un mécanisme international chargé du traitement des pertes et dommages pour aider les pays à gérer les dégâts associés aux catastrophes climatiques survenant malgré les efforts d'adaptation déployés par un pays. Le typhon Haiyan a souligné la nécessité d'un tel mécanisme, dont les détails doivent être approuvés par les États. Il devrait inclure des programmes de transfert des risques, notamment des assurances, des mesures de réhabilitation et la compensation des pertes des moyens de subsistance, des biens et des terres.

## 4 CONCLUSIONS

Avec le concours de la communauté internationale, qui s'est montrée plus généreuse et plus efficace que dans de nombreuses autres crises, et avec le leadership actif des autorités philippines, l'aide humanitaire a permis de venir en aide à des millions de personnes. Mais il reste beaucoup à faire pour étendre l'aide post-Haiyan et s'assurer que toutes les personnes dans le besoin bénéficient effectivement d'une aide.

Haiyan a mis en lumière de façon édifiante les limites des efforts engagés de longue date pour préparer les Philippines aux catastrophes naturelles comme les typhons. Il ne fait aucun doute que les investissements réalisés au préalable dans la prévention des risques de catastrophe naturelle, ainsi qu'au niveau de la préparation et de l'évacuation, ont permis de sauver des vies. Mais pour répondre à la menace grandissante de catastrophes naturelles, exacerbée par le changement climatique, il convient de redoubler d'efforts dans quatre domaines.

Premièrement, les organisations de la société civile, les services et les autorités à l'échelle locale qui se trouvent en première ligne face à une catastrophe doivent être mieux équipés pour gérer les chocs futurs.

Deuxièmement, le relèvement économique d'une zone sinistrée passe par une stratégie de reconstruction durable et dotée de ressources suffisantes. Cette stratégie doit cibler les populations les plus vulnérables. Elle doit lutter contre la pauvreté et les inégalités qui plongent les victimes dans une spirale de catastrophes, d'endettement et de dénuement. Enfin, elle doit tirer parti des compétences des populations locales, y compris des femmes et de leurs organisations, afin que la reconstruction soit efficace et juste.

Troisièmement, les autorités philippines et les bailleurs de fonds internationaux doivent renforcer les efforts déployés par le passé pour réduire les risques de catastrophes naturelles en intensifiant considérablement les investissements réalisés dans la prévention des risques de catastrophe naturelle et l'adaptation au changement climatique à un niveau conforme à l'ampleur et à la multiplication des risques, ainsi qu'au nombre de personnes qui y sont exposés.

Et, enfin, une tempête historique comme le typhon Haiyan rappelle que les tempêtes les plus puissantes provoquent inévitablement des destructions massives, et ce malgré toutes les mesures prises en amont. Des accords internationaux sont donc requis de toute urgence pour réduire les émissions de carbone qui alimentent le réchauffement de la planète et favorisent les phénomènes météorologiques extrêmes.

## RECOMMANDATIONS

Un mois après le typhon Haiyan, voici les premières actions à mettre en œuvre.

Avec l'aide de la communauté internationale, l'État philippin doit :

- **Accélérer et étendre les opérations humanitaires dans tous les secteurs de la zone sinistrée.** Ces interventions doivent privilégier une meilleure distribution de l'aide alimentaire (espèces, coupons, aide alimentaire en nature) ; de meilleurs systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau ; un soutien monétaire renforcé pour les groupes les plus vulnérables et les plus pauvres, ainsi que pour le relèvement précoce des moyens de subsistance ; et de l'aide pour les abris provisoires et d'urgence (avec des mesures pour stabiliser le prix des matériaux de construction), y compris pour les locataires. Ce type d'intervention axé sur les groupes vulnérables exigera la collecte et l'exploitation efficace de données désagrégées par sexe.
- **S'assurer que les services en charge de la protection des groupes vulnérables comme les femmes et les enfants sont rapidement déployés.** Ces services doivent inclure l'accès à un personnel qualifié en matière de protection et à des hotlines téléphoniques dédiées aux violences domestiques ; un plus grand déploiement de femmes agents de police ; ainsi que la création d'espaces favorables aux femmes dans les communautés déplacées. Ces différentes mesures doivent être prises en priorité dans la réponse à la crise, et non relayées au rang de considérations secondaires (en plus des mesures prises pour garantir une « programmation sûre », de sorte qu'aucun élément de la réponse n'augmente les risques pour les femmes, les filles ou d'autres groupes vulnérables).
- **Créer un organisme national de gestion des risques et catastrophes plus fort et plus autonome qui va au-delà de la coordination** pour renforcer les capacités des autorités, des services d'urgence et des organisations de la société civile en matière d'intervention et de prévention des risques de catastrophes naturelles au niveau des districts et des provinces. Cela implique notamment un meilleur accès local aux équipements et aux ressources financières pour renforcer l'intervention et la prévention des risques de catastrophes naturelles à l'échelle locale.
- **Proposer une stratégie de reconstruction favorable aux pauvres qui amorce un développement économique majeur dans les régions les plus touchées et qui lutte contre les inégalités (sexospécifiques), sources de vulnérabilité.** Cette stratégie doit inclure les communautés (y compris les groupes de femmes) dans sa conception et sa mise en œuvre, encourager les investissements du secteur privé sobres en carbone et intégrer des mécanismes de transparence et de redevabilité dans l'ensemble des aides et des investissements.
- **S'appuyer sur les investissements déjà réalisés en matière de prévention des risques de catastrophe naturelle et d'adaptation au changement climatique à l'échelle nationale, en mettant l'accent sur la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités.** Un financement adéquat doit notamment être assuré pour le fonds du Conseil national de gestion des risques et catastrophes et le fonds de survie citoyen. Par ailleurs, les enseignements

tirés d'expériences probantes telles que les abris anticycloniques, la protection environnementale et les systèmes d'alerte précoce efficaces doivent être appliqués et mis en œuvre à une échelle beaucoup plus vaste.

Les bailleurs de fonds internationaux doivent :

- **Financer le plan d'action Haiyan révisé et coordonné par les Nations unies dans sa totalité ainsi que soutenir de façon adéquate (grâce aux fonds alloués à la prévention des risques de catastrophe naturelle et à l'adaptation au changement climatique, le cas échéant) une stratégie de reconstruction inclusive.** Celle-ci devra contribuer à renforcer les institutions gouvernementales régionales et nationales afin de gérer la reconstruction, et soutenir la société civile locale dans ce processus, notamment les organisations de femmes.
- **Soutenir les Philippines en renforçant leur stratégie de prévention des risques de catastrophe naturelle,** en mettant l'accent sur les investissements déployés pour lutter contre la pauvreté et les inégalités socio-économiques qui aggravent la vulnérabilité des populations aux prochaines catastrophes.
- **Augmenter le financement de la prévention des risques de catastrophe naturelle à au moins 1 % du budget de l'aide au développement international,** conformément aux normes internationales.
- **Augmenter le financement public pour l'atténuation du, et l'adaptation au, changement climatique dans les pays en développement** afin d'atteindre l'objectif convenu de 100 milliards de dollars par an affectés au financement sur le climat d'ici 2020.

Les Nations unies et les ONG internationales doivent :

- **Continuer à accroître le soutien apporté à l'État philippin et aux institutions publiques, ainsi qu'aux organisations de la société civile** afin d'accélérer la réponse et de pérenniser les efforts de reconstruction et de relèvement. Les acteurs internationaux doivent aligner leurs activités sur celles des acteurs nationaux et éviter de ce fait de créer des prestations de services parallèles et des investissements non coordonnés.
- **Renforcer l'analyse de genre dans l'ensemble des programmes et faire preuve de redevabilité dans la mise en œuvre des projets,** sur la base des besoins et des priorités des différents groupes. Un soutien actif doit être apporté au leadership et aux organisations de femmes. De nouvelles opportunités doivent être identifiées pour s'assurer que les programmes d'aide et de relèvement promeuvent l'égalité des genres sur le long terme.

# NOTES

- 1 Cette lacune est à l'origine de la tragédie qui s'est déroulée au Centre de convention de Tacloban, transformé en site d'évacuation pour protéger des centaines de familles contre la fureur du vent. L'onde de tempête a complètement submergé le rez-de-chaussée, tuant des dizaines de personnes.
- 2 Données du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) (2013), « Philippines: Typhoon Haiyan Situation Report No. 20 (as of 3 December 2013) », <http://reliefweb.int/report/philippines/philippines-typhoon-haiyan-situation-report-no-20-3-december-2013>
- 3 Données du bureau OCHA des Nations unies et du Conseil national de gestion des risques et catastrophes (CNGRC). Le chiffre correspondant au nombre total de personnes affectées provient du ministère de la Protection sociale et du Développement aux Philippines.
- 4 Bureau OCHA des Nations unies (2013), « Typhoon Haiyan [Yolanda] Rapid Needs Assessment Report: 9 Municipalities in Leyte Province 25-30 November 2013 », p. 5, [http://mhps.net/wp-content/uploads/group-documents/219/1386012339-RapidAssessmentReport\\_NineMunicipalitiesinLeyteProvince.pdf](http://mhps.net/wp-content/uploads/group-documents/219/1386012339-RapidAssessmentReport_NineMunicipalitiesinLeyteProvince.pdf).
- 5 M. Goldring (2013), « Learning Lessons in the Philippines », Huffington Post, 18 novembre, [http://www.huffingtonpost.co.uk/mark-goldring/philippines-typhoon-haiya\\_b\\_4295070.html](http://www.huffingtonpost.co.uk/mark-goldring/philippines-typhoon-haiya_b_4295070.html)
- 6 Montants que le Service de suivi financier du bureau OCHA des Nations unies a classé comme « promis » ou « versés » au 29 novembre 2013, soit trois semaines après le typhon, <http://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=emerg-emergencyDetails&appealID=1043>
- 7 L'analyse de la juste part a été réalisée par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et développement économique (OCDE). Elle utilise le montant total des appels des Nations unies et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge comme indicateur du financement global requis, et se base sur le principe que les membres du CAD vont fournir au total 60 % du financement global requis ; la juste part de chaque membre du CAD est considérée égale à la part de son revenu national brut (RNB) dans la somme des RNB de tous les membres du CAD. L'analyse porte sur les fonds versés ou promis suite notamment à l'appel des Nations unies (mais pas seulement), mais exclut tout engagement non contraignant. Le financement de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) est affecté aux membres du CAD en référence à leur apport à l'ECHO et au CERF. Les données sur le financement fournies dans cette analyse proviennent du Service de suivi financier géré par le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies le 29 novembre 2013.
- 8 D'après le Service de suivi financier du bureau OCHA des Nations unies au 4 décembre 2013, [http://fts.unocha.org/reports/daily/ocha\\_R1\\_A1041\\_\\_\\_1312040300.pdf](http://fts.unocha.org/reports/daily/ocha_R1_A1041___1312040300.pdf)
- 9 Business Civic Leadership Center, « Typhoon Haiyan – Corporate Aid Tracker », <http://bclc.uschamber.com/site-page/typhoon-haiyan-corporate-aid-tracker>
- 10 A. McElroy (2013), « Senator urges "don't rebuild risks again" », <https://www.unisdr.org/archive/35487>
- 11 S. Jose (2012), « Preliminary Examination of Existing Methodologies for Allocating and Tracking National Government Budget for Disaster Risk Reduction (DRR) in the Philippines », ONU/SIPC, p. 24, [http://www.unisdr.org/files/32378\\_32378philippinesdraftdrinvestmentt.pdf](http://www.unisdr.org/files/32378_32378philippinesdraftdrinvestmentt.pdf)
- 12 A. Shepherd et al (2013), « Geography of Poverty, Disasters and Climate Extremes in 2030 », ODI, <http://www.odi.org.uk/publications/7491-geography-poverty-disasters-climate-change-2030>
- 13 J. Kellett et A. Caravani (2013), « Financing Disaster Risk Reduction: A 20 year story of international aid », ODI, <http://www.odi.org.uk/publications/7452-climate-finance-disaster-risk-reduction>
- 14 Conseil national de coordination statistique de Philippines – Division régionale VIII, Regional Stat Watch, Visayas orientales, 31 octobre 2013, [http://nscb.gov.ph/ru8/statwatch/2013/Regional/3rd\\_Qtr/EV\\_Regional\\_Statwatch\\_Oct\\_2013.pdf](http://nscb.gov.ph/ru8/statwatch/2013/Regional/3rd_Qtr/EV_Regional_Statwatch_Oct_2013.pdf)
- 15 Forum économique mondial (2013), « The Global Gender Gap Report 2013 », [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GenderGap\\_Report\\_2013.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2013.pdf)
- 16 Conseil national de coordination statistique de Philippines – Division régionale VIII, Regional Stat Watch, Visayas orientales, 31 octobre 2013, [http://nscb.gov.ph/ru8/statwatch/2013/Regional/3rd\\_Qtr/EV\\_Regional\\_Statwatch\\_Oct\\_2013.pdf](http://nscb.gov.ph/ru8/statwatch/2013/Regional/3rd_Qtr/EV_Regional_Statwatch_Oct_2013.pdf)
- 17 La distribution de terres aux agriculteurs pauvres est un objectif du programme CARPER (Comprehensive Agrarian Reform Programme Extension with Reforms). Au 1er janvier 2013, 90 % des terres restant à distribuer étaient des terres agricoles privées, pour une superficie totale de 783 490 hectares (Département de la réforme agraire, juin 2013). Suivants les cultures, la plus grande portion des terres à distribuer sont des plantations de noix de coco (30 %, ou 262 524 hectares), puis des rizières (20 % ou 178 690 hectares). Le taux de distribution le plus bas du pays se trouve dans les Visayas orientales (Samar, Leyte), où seulement 2 % des terres à distribuer ont effectivement été transférées (DAR, 2013).
- 18 « Social Impacts of Tropical Storm Ondoy and Typhoon Pepeng », Institute of Philippines Culture, décembre 2011, <http://www.ipc-ateneo.org/node/93>
- 19 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2012), « Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation: Special Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change », [http://ipcc-wg2.gov/SREX/images/uploads/SREX-AII\\_FINAL.pdf](http://ipcc-wg2.gov/SREX/images/uploads/SREX-AII_FINAL.pdf)  
Voir également GIEC (2007), « Fourth Assessment Report », [http://www.ipcc.ch/publications\\_and\\_data/ar4/wg1/en/ch11s11-4.html](http://www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg1/en/ch11s11-4.html); K. Emanuel (2013), « Downscaling CMIP5 climate models shows increased tropical cyclone activity over the 21st century », <http://www.pnas.org/content/early/2013/07/05/1301293110>
- 20 GIEC (2012), op. cit.
- 21 A. Freedman (2013), « Typhoon Haiyan's Deadly Surge Noted in Warsaw Talks », Climate Central, <http://www.climatecentral.org/news/typhoon-haiyans-deadly-surge-noted-in-warsaw-16730>
- 22 Autorité nationale pour le développement économique, 2013
- 23 Ibid.

© Oxfam International décembre 2013

Ce document a été rédigé par Shaheen Chughtai, conseiller en politiques humanitaires pour Oxfam GB. Oxfam remercie Michael Bailey, Ed Cairns, Debbie Hiller, Jonathan Mazliah, Marie Madamba Nunez et Paht Tan-Attanawin pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-535-7 en décembre 2013.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).

Aksyon Klima Pilipinas (AKP) est un réseau national de 40 organisations et mouvements de la société civile actifs sur différents enjeux liés au changement climatique. Le réseau mène campagne en faveur de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets, du financement de la lutte contre le changement climatique et des transferts de technologie. Les organisations membres travaillent avec les administrations locales pour s'assurer que leurs plans et leurs programmes tiennent pleinement compte du changement climatique.

